

LOI DE FINANCES POUR LA GESTION 2015

**RAPPORT DE PRESENTATION
DU BUDGET DE L'ETAT**

Décembre 2014

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I- PERSPECTIVES ECONOMIQUES

A- Perspectives Economiques Internationales et Régionales

B- Perspectives Economiques Nationales

II- ORIENTATIONS DES FINANCES PUBLIQUES

A- Points d'application de la politique économique et budgétaire pour 2015

B- Synthèse des stratégies des finances publiques

III- EXECUTION AU 30 JUIN DU BUDGET DE L'ETAT POUR LA GESTION 2014

A- Réalisation des recettes au 30 juin 2014

B- Exécution des dépenses au 30 juin 2014

IV- PREVISIONS DES FINANCES PUBLIQUES ET PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS POUR LA GESTION 2015

IV-1- Le budget de l'Etat

A- Le budget général

B- Les budgets annexes

C- Les comptes d'affectation spéciale

IV-2- L'équilibre des ressources et des charges

A- L'équilibre budgétaire et financier pour 2015

B- Le Plafond d'autorisation des emplois

CONCLUSION

INTRODUCTION

Le présent document qui intègre la nouvelle logique de la gestion des finances publiques portée par la loi organique n°2013-14 du 27 Septembre 2013 relative aux lois de finances, décrit l'évolution de la situation économique et financière de l'administration publique ainsi que les perspectives des finances publiques pour 2015 compatibles avec l'orientation quinquennale du Gouvernement 2012-2016 axée sur **"le développement de l'entreprise et de l'initiative privée"**.

Le budget de l'Etat pour la gestion 2015 est orienté vers le renforcement du potentiel de production de l'économie. A ce titre, les points d'application retenus pour 2014 demeurent pertinents afin de permettre à terme, d'aboutir à une véritable transformation structurelle.

L'effet positif des différentes réformes structurelles associé à la conjoncture qui prévaut actuellement au niveau international, régional et national présage d'un environnement de raffermissement économique non inflationniste en 2015.

Le présent rapport de présentation du budget de l'Etat pour la gestion 2015 s'articule autour des quatre (04) points ci-après :

- *Perspectives Economiques ;*
- *Orientations Economiques ;*
- *Exécution au 30 juin du budget de l'Etat pour la gestion 2014 ;*
- *Prévisions des finances publiques et plafonds des autorisations d'emplois pour la gestion 2015.*

I- PERSPECTIVES ECONOMIQUES

A- Perspectives Economiques Internationales et Régionales

Les perspectives économiques au niveau mondial et régional restent bien orientées pour les pays partenaires du Bénin. La croissance dans la Zone euro, les Etats-Unis, la Chine et l'Inde devrait en effet atteindre le niveau défini par le Fonds Monétaire International (FMI) en avril 2014 et qui cible un taux de croissance mondial de 3,9% pour 2015 contre 3,6% pour 2014.

Cette bonne conjoncture à l'international serait soutenue, entre autres, par la poursuite de l'amélioration des conditions sur les marchés du travail et du logement, l'atténuation des effets négatifs de la fiscalité, l'impact de l'accroissement des investissements des entreprises et le renforcement de la demande extérieure.

En Afrique subsaharienne, la croissance resterait forte avec un taux de 5,5% en 2014 et 2015 contre 4,9% en 2013, en raison de l'amélioration de l'offre intérieure et d'un environnement mondial favorable.

B- Perspectives Economiques Nationales

Sur la base de l'évolution prévisible de la conjoncture au plan mondial et régional, les perspectives économiques nationales pour 2015 reposent sur les hypothèses suivantes :

- la poursuite des réformes portuaires ;
- l'augmentation de la production agricole, notamment des produits vivriers et la production de coton qui atteindrait les 400.000 tonnes en 2015 et devrait s'améliorer progressivement pour atteindre 500.000 tonnes en 2017 en lien avec la baisse des prix des intrants, l'augmentation des rendements et de l'encadrement des producteurs ;
- l'augmentation des investissements publics avec la poursuite de la politique des grands travaux ;
- l'amélioration du climat des affaires dans le but d'attirer les investissements privés vers les pôles de croissance et de densifier le tissu industriel.

Ainsi, pour 2015, la croissance est projetée à 6,0% contre 5,7% attendue en 2014. Cette tendance favorable s'explique entre autres par : (i) le développement des activités au niveau de l'industrie ; (ii) le démarrage des activités dans le domaine de l'hôtellerie ; (iii)

l'augmentation de la production agricole, notamment la production de coton qui atteindrait les 400.000 tonnes ; (iv) la poursuite des réformes portuaires ; (v) les travaux de construction du réseau ferroviaire Cotonou-Parakou-Dosso-Niamey ; vi) la poursuite de la construction des infrastructures routières ; etc. En outre, au cours de l'année 2015, l'économie béninoise devrait commencer par bénéficier des retombées de la Table ronde tenue les 17, 18 et 19 juin 2014 à Paris et qui a permis d'enregistrer 6 046,5 milliards de FCFA d'engagements des partenaires techniques et financiers. Ce qui constitue une incitation pour accélérer les réformes pour une amélioration du climat des affaires.

Les tensions inflationnistes devraient rester modérées en lien avec l'amélioration de la production vivrière et le recul des cours des produits de base, en particulier du pétrole et des produits alimentaires. L'inflation devrait avoisiner 2%, en-dessous de la norme communautaire de 3%.

Le tableau ci-dessous met en relief le comportement des critères de convergence au Bénin depuis 2006.

Tableau 1 : Evolution au Bénin des critères de convergence de l'UEMOA depuis 2006

	Normes UEMOA	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (*)	2015 (*)
CRITERES DE PREMIER RANG											
<i>Ratio solde budgétaire de base sur PIB nominal (en %)</i>	≥ 0	0	1,5	0,4	-4,5	-0,1	-0,5	0,0	0,2	0,3	- 0,3
<i>Taux d'inflation annuel moyen (en %)</i>	≤ 3	3,8	1,3	7,9	2,2	2,1	2,7	6,7	1,0	1,7	2,0
<i>Ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure sur PIB nominal (en %)</i>	≤ 70	21,2	20,6	22,7	23,5	25,5	26,0	22,5	24,4	23,2	22,7
<i>Non-accumulation d'arriérés de paiement intérieurs et extérieurs sur la période de la gestion courante (en milliards de FCFA)</i>	0,0	28,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Arriérés intérieurs</i>		28,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Arriérés extérieurs</i>		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CRITERES DE SECOND RANG											
<i>Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %)</i>	≤ 35	35,6	32,0	35,6	45,1	45,4	47,4	46,7	44,9	42,4	41,0
<i>Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %)</i>	≥ 20	14,6	19,1	20,6	44,3	19,2	20,1	21,7	20,0	21,7	21,7

	Normes UEMOA	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (*)	2015 (*)
<i>Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)</i>	≤ 5	-6,9	-11,1	-9,3	-11,4	-9,4	-7,5	-8,1	-16,1	-5,3	-10,1
<i>Taux de pression fiscale (en %)</i>	≥ 17	15,4	16,9	17,2	16,1	16,2	15,5	15,5	16,3	16,6	16,1

(*): les données de 2014 et de 2015 correspondent aux prévisions

II- ORIENTATIONS DES FINANCES PUBLIQUES

A- Points d'application de la politique économique et budgétaire 2015

1. Deux enjeux majeurs ont été pris en considération dans la définition de la composante 2015 de l'orientation économique quinquennale 2012-2016. Il s'agit de l'entrée en vigueur du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO d'une part, et de l'arrivée à terme des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et la transition vers les Objectifs de Développement Durable (ODD) d'autre part. Pour ce faire, l'Etat entend renforcer le potentiel de production de l'économie avec pour objectif, d'amorcer à terme, une véritable transformation structurelle. Par conséquent, les points d'application retenus pour l'année 2014 restent pertinents. Il s'agit de: (i) **la promotion de l'emploi des jeunes** ; (ii) **le renforcement du capital humain et des infrastructures de soutien à la production** ; (iii) **la modernisation de l'agriculture et la promotion de l'agro-industrie** et ; (iv) **le développement local**.
2. Par ailleurs, le Gouvernement réaffirme son engagement à poursuivre l'amélioration de la **gouvernance**, notamment aux plans économique et politique. A cet égard, il envisage accorder une attention particulière au **développement et à la modernisation des archives nationales** qui constituent un instrument important de gouvernance.
3. De même, les mesures en faveur de la **lutte contre les inégalités de genre** seront poursuivies afin d'impliquer au mieux les couches les plus défavorisées, notamment les femmes, dans le processus de création de la richesse.

4. En outre, le Gouvernement compte intégrer la **lutte contre les effets néfastes des changements climatiques** au cœur de sa politique économique afin de soutenir la croissance et la rendre moins vulnérable aux chocs exogènes.

Sur la base de ces orientations économiques et en fonction de la politique budgétaire définie pour la gestion 2015, le Gouvernement entend poursuivre et renforcer, les actions engagées au cours des années antérieures dans les différents secteurs d'activités. Les grandes priorités retenues par secteur pour 2015 et les résultats attendus se présentent comme suit:

Secteur d'activité	Priorités pour 2015	Résultats attendus en 2015
Energie, eau et mines	<p>1. Accroissement des capacités de production de l'énergie électrique à travers le démarrage de deux (02) centrales thermiques à Maria-Gléta (120 MW et une autre de 2x25 MW);</p> <p>2. Développement des moyens de transport et de distribution de l'énergie électrique à travers:</p> <ul style="list-style-type: none"> * la poursuite des travaux de construction de la ligne 161 KV reliant Sakété et Porto-Novo puis celle reliant Onigbolo et Parakou; * la réalisation des travaux d'installation des équipements de protection et de mesure dans les sous stations pour assurer le fonctionnement en bouclage du réseau sud de la CEB; * la construction de la ligne HTA Kandi-Banikoara; * le renforcement et l'extension des réseaux électriques dans les localités urbaines du Bénin; <p>3. Promotion de l'électrification rurale (tous les chefs lieux d'arrondissement et achèvement des travaux d'électrification des 67 localités rurales du Bénin)</p> <p>4. Développement des énergies renouvelables et promotion de l'efficacité énergétique à travers:</p> <ul style="list-style-type: none"> * l'élaboration et la soumission au vote d'un projet de loi régissant le développement des énergies renouvelables au Bénin; * la promotion de l'éclairage efficace dans les ménages (LFC et LEB), dans le secteur tertiaire, dans l'administration et l'éclairage public; * l'électrification des centres de santé isolés et infrastructures des localités frontalières à partir de l'énergie solaire. 	
	<p>5. Poursuite de la politique d'approvisionnement des localités tant rurale, semi-urbaine qu'urbaine en eau potable et la consolidation des transferts de ressources aux communes en vue de la réalisation des ouvrages hydrauliques</p>	<p>1.-2-3 et 4. Un taux d'électrification de 33% au plan national, 60% en milieu urbain et de 8% en milieu rural</p> <p>5. Dans le secteur de l'eau, le taux de desserte espéré pour 2015 est de 69% en milieu rural et 75% en milieu urbain</p>

Secteur d'activité	Priorités pour 2015	Résultats attendus en 2015
	6. L'assainissement du cadre législatif et réglementaire du sous-secteur des mines	De nouveaux textes législatif et réglementaire sont pris
Education	<p>Réalisation des OMD 2 et 3 à travers:</p> <p>MEMP</p> <p>1. l'accroissement de l'accès à l'éducation particulièrement dans 25 communes</p> <p>2. l'amélioration de la rétention à travers l'extension des cantines scolaires dans les zones défavorisées; la mise à disposition des élèves, du paquet éducatif essentiel surtout dans les zones frontalières; la réduction des écoles à cycle incomplet; la réduction des redoublements et de l'abandon scolaire et la mise en œuvre du programme de cours accéléré au profit des déscolarisés et non scolarisés de 10 à 17 ans</p> <p>3. l'amélioration de la qualité des enseignants à travers notamment, la réorganisation de la formation initiale et continue des enseignants</p> <p>4. le renforcement du pilotage et de la gestion du sous secteur à travers notamment, le renforcement de l'encadrement pédagogique des enseignants, la poursuite de la décentralisation dans les enseignements maternel et primaire et le renforcement du dialogue social</p>	<p>- Réduire l'écart entre le TBS (121%) et le TNS (98%) à travers la construction de 1.200 salles de classes et le recrutement de 1.875 instituteurs en 2015</p> <p>- les acquis et compétences des élèves atteignent les seuils recommandés par la CONFEMEN</p> <p>- la gouvernance du sous secteur est améliorée</p>
	<p>MESFTPRIJ</p> <p>1. Assurer une meilleure prise en charge des frais de scolarité des filles du secondaire général</p> <p>2. Renforcer les capacités d'accueil des lycées agricoles et industriels</p>	<p>1. Réduction des inégalités genre dans le sous secteur "MESFTPRIJ"</p> <p>2-1. Les lycées agricoles et industriels de Kandi, Djougou, Bariénon, Savalou, Lokossa et Tchaourou sont renforcés en équipements et locaux</p> <p>2-2. Recrutement de 1.557 professeurs en 2015</p>

<i>Secteur d'activité</i>	<i>Priorités pour 2015</i>	<i>Résultats attendus en 2015</i>
	<p>3. Opérationnaliser les services déconcentrés chargés de l'inspection pédagogique de proximité</p> <p>4. Renforcer les capacités des enseignants</p> <p>5. Accroissement des bourses agricoles aux élèves méritants</p>	<p>3. Relèvement de la qualité de l'encadrement pédagogique</p> <p>4. Formation d'environ 7.000 enseignants reversés pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement</p> <p>5. Les futurs promoteurs agricoles sont formés aux nouvelles technologies en cohérence avec la politique de mécanisation agricole</p>
	<p>MESRS</p> <p>1. Poursuite de la politique de recrutement de 100 enseignants pour améliorer l'encadrement des étudiants et intensification de la formation doctorale</p> <p>2. Renforcement des capacités opérationnelles des nouvelles universités, des centres universitaires et des organes de recherches</p> <p>3. Disponibilité de la connexion internet à haut débit sur les campus universitaires</p> <p>4. Réflexion stratégique sur l'ouverture des œuvres universitaires au secteur privé</p>	<p>1. Disponibilité en nombre suffisant d'enseignants qualifiés du supérieur</p> <p>2. Construction d'amphithéâtres et de salles de restauration sur les nouveaux campus universitaires</p> <p>3. Amélioration des conditions sociales et d'études des étudiants</p> <p>4. Mise en œuvre des réformes dans le secteur des œuvres universitaires</p>
Santé	<p>Réalisation des OMD 4, 5 et 6 à travers :</p> <p>1. la lutte contre les maladies prioritaires (paludisme, tuberculose et VIH/SIDA)</p> <p>2. l'extension de la gratuité de la césarienne aux autres urgences obstétricales</p> <p>3. la mise en œuvre du RAMU</p>	<p>- Taux de fréquentation des services de santé: 55% en 2015 contre 52,7% en 2012</p> <p>- Taux de fréquentation des services de santé par les enfants de 0 à 5 ans : 90% en 2015 contre 94,3% en 2012</p>

Secteur d'activité	Priorités pour 2015	Résultats attendus en 2015
	4. le renforcement de la sécurité transfusionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - 29 zones sanitaires fonctionnelles en 2015 contre 27 en 2013 - Taux de prévalence au VIH/SIDA parmi les femmes enceintes inférieur à 2% - Taux de couverture vaccinale au Pentavalent 3 des enfants de 0-11 mois supérieur à 90% - Taux d'accouchement assisté par le personnel médical et paramédical en maternité: 96% en 2015 contre 91,8% en 2013 - Taux de consultation prénatale: 98% en 2015 - Pourcentages d'enfants de moins de 5ans et de femmes enceintes dormant sous moustiquaires imprégnées: 80% et 75%
Infrastructures productives autres que l'énergie	1. Intensification de l'aménagement et de l'assainissement dans les villes secondaires	1-1. Démarrage des travaux de construction d'un collecteur d'assainissement de crête à Bobicon; 1-2. Travaux de pavage dans les villes de Kandi, Savalou, Kétou (phase2), Tchaourou (phase2), Savè (phase2), Bobicon et Ouidah
	2. Achèvement des travaux sur la côte à l'est de l'épi de SLAFATO	2. Revêtement de la plage SLAFATO
	3. Protection de la côte entre Hillacondji et Grand-popo	3. Réalisation des études de faisabilité
	4. Route Madecaly-Bodjecalyl-Illoua (frontière Nigéria)	4. Achèvement et mise en service de la route Madecaly-Bodjecalyl-Illoua

Secteur d'activité	Priorités pour 2015	Résultats attendus en 2015
	<p>5. Redémarrage des travaux de construction du siège de l'Hémicycle suite aux résultats des travaux d'expertise internationale - actualisation/réalisation des études de faisabilité pour la construction des sièges de la HAAC et du CES et redémarrage de la construction du siège de la HAAC</p> <p>6. Projets d'infrastructures inscrits dans le programme 1000 jours pour l'atteinte des OMD (Akassato-Bobicon, acquisition et installation de ponts métalliques, désenclavement des localités, l'aéroport de TOUROU, le Programme d'Appui au secteur Transport Rural</p> <p>7. Lancement de nouveaux chantiers d'aménagement et de bitumage en 2015</p> <p>8. Passage de la radiodiffusion analogique à la radiodiffusion numérique</p> <p>9. Renforcer les capacités infrastructurelles du MCTIC</p> <p>10. Assurer la mise en œuvre des services universels dans les domaines des communications électroniques et de la poste</p>	<p>5.</p> <p>6. Accélération des grands chantiers routiers et achèvement des travaux de construction et d'équipement de l'aéroport de TOUROU</p> <p>7. Aménagement et bitumage des routes "Frontière Togo- Tchetti-Savalou (42km); Logoꝛohè-Glazoué (17,54km); Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara (212km); bretelle Kouande-Pehunco (83 km); Route Zangnannado-Banamè-Paouignan (65km); bretelle Cové-Banamè (12km); bretelle Koguédé-Za-Kpota (5km); Bétérou-Tchaourou (55km); Tchaourou-Frontière du Nigéria (25 km) et construction d'un pont sur le fleuve Okpara; Dogbo-Toviklin-Klouékanmè (22km); Dogbo-Lalo-Klouékanmè (29,20km); Klouékanmè-Azovè (17,60km); Klouékanmè-Adjahomè (8,80km)"</p> <p>8. Le Bénin est entré effectivement dans le numérique en 2015</p> <p>9. Le Cabinet du MCTIC est reconstruit et la construction du bâtiment R+6 a démarré</p> <p>10. Les projets pilote de TIC dans les différents secteurs d'activités sont généralisés</p>

<i>Secteur d'activité</i>	<i>Priorités pour 2015</i>	<i>Résultats attendus en 2015</i>
	<p>11. Assurer le développement des infrastructures des TIC</p> <p>12. Réhabilitation du Centre de Promotion de l'Artisanat</p> <p>13. Dégagement des emprises le long de la route des pêches et du site devant abriter le Grand Théâtre National</p> <p>14. Augmentation des capacités opérationnelles du Fonds d'aide à la culture: 3 milliards en 2015 contre 1,5 milliards en 2014</p>	<p>11. Le réseau de fibre optique est étendu sur le territoire national; l'intranet du Gouvernement est fonctionnel</p> <p>12-1 La salle polyvalente du CPA est entièrement rénovée</p> <p>12-2. Les artisans agréés sont formés et appuyés en équipements de travail</p> <p>13-1. Accélération des travaux de construction de la route des pêches</p> <p>13-2. Démarrage effectif des travaux de construction du Grand Théâtre National</p> <p>14. L'amélioration des conditions de vie des acteurs culturels, la promotion de l'emploi (augmentation du nombre de bénéficiaires); la diversification des sources de revenus de notre économie; la présence plus remarquable de notre pays sur l'échiquier international.</p>
Commerce et production	<p>1. Réduction du déficit de personnels dans les secteurs "commerce et développement rural"</p> <p>2. Renforcement de la promotion du palmier à huile et valorisation de la vallée de l'ouémé</p> <p>3. Opérationnalisation du mécanisme FADeC-affecté dans le domaine agricole</p>	<p>1. Le recrutement de..... agents d'encadrement technique et d'ingénieurs spécialisés</p> <p>2-1. La filière "palmier à l'huile" est mieux organisée pour contribuer au PIB</p> <p>3. Le transfert effectif de 1,3 milliard de FCFA de ressources intérieures aux communes au moyen</p>

<i>Secteur d'activité</i>	<i>Priorités pour 2015</i>	<i>Résultats attendus en 2015</i>
		<i>du FADeC- agriculture</i>
	4. Mise en service des industries de transformation des produits agricoles et définition de leur mode de gestion	4. Les industries de transformations sont effectivement mises en service
	5. Renforcement de la mécanisation agricole et de l'appui aux petites unités/groupements de transformation des produits agricoles	5. Accroissement de la part du secteur agricole dans le PIB, réduction de la pénibilité des producteurs et attractivité du secteur
Secteur Gouvernance	1. Renforcement des concours financiers de l'Etat aux communes au moyen du mécanisme FADeC non affecté	1. Au moins 10 milliards sont effectivement prévus pour être transférés aux communes par la CONAFIL contre 7,5 milliards en 2014
	2. Internalisation de toutes les directives communautaires du cadre harmonisé de la réforme des finances publiques	<p>2-1. Elaboration et validation d'un plan d'actions pour la mise en œuvre de la LOLF</p> <p>2-2. Transposition et adoption des textes d'application de la LOLF (NBE, TOFE, PCE, RGCP)</p> <p>2-3. Elaboration des nouvelles procédures de préparation, d'exécution du budget et de contrôle des dépenses et de passation des marchés publics</p> <p>2-4. Refonte des systèmes d'information et de gestion des finances publiques</p> <p>2-5. Formation des acteurs de la chaîne des finances publiques</p> <p>2-6. Elaboration à blanc du budget 2016 au nouveau format LOLF</p>

<i>Secteur d'activité</i>	<i>Priorités pour 2015</i>	<i>Résultats attendus en 2015</i>
	<p>3. Révision du mode de gestion de l'alimentation des détenus par la mise en place d'une régie spéciale</p> <p>4. Construction de nouvelles prisons et interconnexion des juridictions</p> <p>5. Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie globale de la réforme de la fonction publique</p> <p>6. Achèvement du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 4)</p> <p>7. Organisation des élections</p> <p>8. Poursuite de la promotion du rayonnement du Bénin à l'extérieur</p>	<p>3. Expérimentation de la gestion en mode "régie spéciale" de l'alimentation des détenus au niveau de certaines prisons</p> <p>4. Accélération des travaux des chantiers ouverts avec un taux physique de réalisation dépassant les 70%</p> <p>5. Prise en compte des implications de la LOLF dans la mise en œuvre de la stratégie</p> <p>6. Enquête post censitaire en 2015 pour attester de la fiabilité des résultats du recensement avant la publication officielle</p> <p>7. Effectivité des élections prévues pour se dérouler en 2015</p> <p>8-1. Acquisition, rénovation et achèvement de certaines chancelleries (réception de la chancellerie du Bénin à Abuja; la résidence de l'ambassadeur à Quirinal est acquise;</p> <p>8-2. Acquisition de véhicules au profit des postes diplomatiques</p>
Autres secteurs sociaux	1. Renforcement des mécanismes de promotion d'emplois	<p>1-1- Création de plus de 14 284 emplois directs au profit des administrations publiques et privées par les différents pôles d'emplois</p> <p>1-2- Diversification des produits de microcrédits au plus pauvres</p> <p>1-3- La révision à la baisse des coûts de création</p>

Secteur d'activité	Priorités pour 2015	Résultats attendus en 2015
	<p>2. <i>Accroissement des capacités d'intervention du Fonds d'Aide à la Culture</i></p> <p>3. <i>Définition des critères d'identification des personnes indigentes</i></p>	<p><i>d'entreprises et a poursuite de la politique de défiscalisation en faveur de la création des entreprises</i></p> <p><i>2-1- Augmentation du nombre de bénéficiaires, amélioration de la qualité des œuvres et des conditions de vie des acteurs culturels</i></p> <p><i>2-2- Diversification des sources de revenus de notre économie et présence plus remarquable de notre pays sur l'échiquier international à travers la culture</i></p> <p><i>3- Optimiser les ressources consacrées à la prise en charge des indigents à travers la définition des critères d'éligibilité et la création d'une base de données.</i></p>
Sécurité et Défense	<p>1. <i>Développement et sécurisation des espaces frontaliers à travers une politique intégrée</i></p> <p>2. <i>Renforcement du maillage territorial en centre de secours</i></p> <p>3. <i>Renforcement des capacités de la Police Nationale : recrutement, formation, équipement en matériels</i></p> <p>4. <i>Renforcement des capacités d'intervention et de prévention des forces de défense</i></p>	<p>1. <i>Construction d'infrastructures socio communautaires pour faire progressivement des espaces frontaliers, de véritables zones de développement national et local</i></p> <p>2. <i>Les centres de secours sont créés et rendus opérationnels</i></p> <p>3. <i>La sécurité des personnes, des institutions et des biens est mieux assurée que par le passé</i></p> <p>4- <i>Le niveau de vigilance en ce qui concerne les menaces terroriste et djihadiste est élevé</i></p>

B- Synthèse des stratégies des finances publiques

B-1- Stratégies pour l'amélioration des recettes en 2015

1. L'**Administration des Douanes**, entend poursuivre en 2015, les actions de réformes déjà entreprises dont les plus importantes sont relatives :
 - *au développement des capacités de contrôle avant dédouanement ;*
 - *au renforcement des contrôles après dédouanement ;*
 - *à la mise en œuvre de certaines réformes telles que le Programme de Certification des Valeurs (PCV) ;*
 - *à l'efficacité de l'analyse des risques afin d'anticiper sur les mesures de contournement.*
2. L'atteinte des objectifs assignés à l'**Administration des Impôts** en 2015 sera possible grâce à la poursuite d'une série d'actions menées dont les plus importantes vont consister à :
 - *assainir le fichier des contribuables de la Direction des Centres des Impôts des Moyennes Entreprises ;*
 - *généraliser l'immatriculation des contribuables à l'IFU ;*
 - *intensifier les poursuites et l'action en recouvrement au niveau de toutes les Communes du Bénin ;*
 - *accélérer les contrôles fiscaux des entreprises et lutter contre la fraude fiscale liée aux importations en collaboration avec la DGDDI.*
3. En ce qui concerne l'**Administration du Trésor**, il est envisagé que les actions ci-dessous qui ont porté leur fruit soient poursuivies en 2015. Il s'agit de:
 - *la réalisation de missions de recouvrement en direction des redevables ;*
 - *l'envoi de lettres de rappel et de relance aux redevables ;*
 - *l'organisation de séances de négociation de délai de paiement ;*
 - *l'initiation à temps des textes d'application des mesures nouvelles de la loi de finances 2015.*

B-2- Stratégies en matière de maîtrise des dépenses publiques

En attendant l'adoption des textes d'application de la LOLF, notamment l'internalisation de la Directive n°10/2009/CM/UEMOA portant Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE), le champ couvert par la stratégie, est l'administration centrale et non le "**secteur des administrations publiques**" qui est composé de l'administration centrale (ministères et institutions de l'Etat), des Collectivités Locales et leurs Institutions Sans But Lucratif (ISBL), des Etablissements Publics à caractère Administratif et des Caisses de Sécurité Sociale et de Prévoyance.

1- La maîtrise des effectifs et des charges salariales

Différentes mesures sont envisagées pour la maîtrise progressive des effectifs et des charges salariales. Il s'agit de:

- a- **P'extinction de l'effet de l'indexation de l'indice de traitement à la fin de l'année 2015** avec l'institution d'une nouvelle grille indiciaire harmonisée pour tous les corps des personnels de l'Etat. Cette nouvelle grille conduira, à la fin de l'année 2015, à la stabilisation en valeur des indices de traitement et permettra une évaluation précise des salaires de même que de tous les accessoires sur salaire qui évoluent avec l'indice ;
- b- **la maîtrise des glissements catégoriels** à travers un meilleur suivi de la carrière des agents. A cet effet, il est envisagé, la mise en place pour compter de 2015, d'une commission interministérielle unique, en lieu et place des multiples commissions à périodicité variable au cours de l'année, pour la liquidation de tous les actes administratifs, comme c'est le cas pour le personnel militaire ;
- c- **la généralisation à tous les ministères de l'outil de prévision et de budgétisation des dépenses de personnel** pour d'une part, harmoniser les pratiques au niveau des sectoriels et d'autre part, disposer d'informations fiables et exhaustives nécessaires à la prise de décision ;
- d- **l'intégration des dépenses de personnel dans le processus de discussion budgétaire**. Cet exercice vise à inscrire la budgétisation de la masse salariale qui

répond à des règles particulières issues du droit de la fonction publique, dans une vision pluriannuelle afin de définir une trajectoire soutenable pour les finances publiques ;

- e- **l'assainissement des fichiers de personnel de l'Etat** avec le recensement paiement tous les deux (02) ans et le croisement du fichier solde de l'Etat avec le fichier carrière;
- f- la réalisation de l'**Identifiant du Contrôle des Agents de l'Etat** (ICAE).

2- La maîtrise des autres dépenses de fonctionnement de l'Etat

Parmi les autres postes de dépenses de fonctionnement de l'Etat, les dépenses relatives aux Acquisitions et Grosses Réparations du Matériel et Mobilier font l'objet depuis peu, d'une politique de rationalisation et de maîtrise.

En réalité, les crédits affectés aux budgets des équipements socio administratifs font l'objet, chaque année, de reconduction et même d'accroissement, conformément à la technique des services votés et des mesures nouvelles. L'application de la technique des services votés à cette nature de dépenses répondait au souci du Gouvernement de mettre à la disposition des agents de l'Etat, des biens et autres matériels nécessaires au bon fonctionnement de l'administration.

Cependant, des déviations sont notées au niveau de plusieurs ministères et institutions.

Pour corriger ces déviations, il est mis fin dans les allocations de crédits aux sectoriels, pour compter de 2015, à la reconduction automatique des crédits liés aux acquisitions de biens et autres matériels et mobiliers. La technique des services votés est abandonnée au profit de l'évaluation annuelle des besoins réels et justifiés en matériels et mobiliers.

Et, puisque les biens en question sont assortis d'une durée de vie, des économies de dépenses seront réalisées chaque année sauf les années de fin d'amortissement ou de recrutement significatif d'agents de l'Etat.

3- La priorisation des investissements à impact socio-économique

Pour 2015, l'accent est mis sur les projets/programmes d'investissements présentant un bénéfice réel pour les populations. Ainsi, les projets et programmes éligibles au PIP 2015-2017 concernent :

- les grands chantiers de l'Etat en cours d'exécution en matière d'infrastructures routières et énergétiques ;
- les projets inscrits au PIP triennal 2014-2016 ou aux PIP antérieurs et en cours et dont l'exécution devra se poursuivre en 2015 voire au-delà ;
- les projets s'inscrivant dans les points d'application du budget de l'Etat, gestion 2015 et les dépenses protégées du Programme d'Actions Prioritaires ;
- les projets et programmes ayant fait l'objet de convention et compatibles avec les priorités du Gouvernement ;
- les projets "durs" financés exclusivement sur ressources intérieures ayant des dotations supérieures ou égales à **100 millions de FCFA** ;
- les projets et programmes présentés lors des réunions techniques à la Direction Générale du Budget ou de la Table ronde de Paris et ayant bénéficié de financement ;
- les projets et programmes présélectionnés par les Programmes Régionaux et remplissant les critères de sélection au PIP.

III- EXECUTION AU 30 JUIN DU BUDGET DE L'ETAT POUR LA GESTION 2014

Le budget de l'Etat a été exécuté au premier semestre dans un contexte économique marqué entre autres par la grève généralisée dans l'Administration publique, le délestage électrique et les activités de commercialisation et d'égrenage de coton-graine.

En effet, la grève dans l'Administration publique a porté presque sur les quatre premiers mois de 2014 et est caractérisée par trois jours de cessation d'activités sur les cinq jours ouvrés que compte la semaine, dans la plupart des administrations avec un impact direct sur l'activité économique.

Le délestage électrique qui a court au premier trimestre de 2014 est le fait de la baisse de l'offre d'énergie qui est essentiellement importée avec pour conséquence : (i) la hausse de la production propre de la SBEE avec pour corollaire une baisse de ses marges ; (ii) la hausse des coûts de production des entreprises en raison d'une utilisation plus accrue des groupes électrogènes ; iii) la floraison du commerce de vente des groupes électrogènes. S'agissant de la commercialisation du coton, les statistiques à fin juillet font

état de 307.354,785 tonnes de coton-graine réceptionnées au niveau des usines d'égrenage contre une prévision initiale de 350.000 tonnes.

Au regard de l'évolution de la conjoncture au 1^{er} semestre 2014, le taux de croissance pour l'année 2014 s'établirait à 5,7% contre 6,5% initialement prévu. L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) au mois de juin 2014 a enregistré une baisse de 1,1% par rapport à juin 2013. L'indicateur de convergence de l'UEMOA relatif au taux d'inflation, est ressorti à fin juin 2014, à -0,6%, inférieur à la norme communautaire de 3,0%. Il est donc à espérer, si la tendance se poursuivait, que le taux d'inflation reste en deçà de la norme communautaire de 3,0% en fin d'année 2014.

A- Réalisations des recettes au 30 juin 2014

(En millions de FCFA)							
Régies financières	Prévisions		Réalisations		Taux (%)		Commentaires
	2013	2014	au 30 juin 2013	au 30 juin 2014	2013	2014	
DGDDI	356 000	407 983	178 195,5	168 745,4	50,1	41,4	<p>Les réalisations au 30 juin 2014 comparées à celles du premier semestre 2013, dégagent une moins-value de recettes de 9 450,1 millions de FCFA. La régression notée au 30 juin 2014 est imputable entre autres à la baisse des recettes issues de certains produits stratégiques au Port de Cotonou. Il s'agit dans l'ordre décroissant, de l'huile de palme, des pommes, du fer à béton, du poisson, de la friperie, du ciment, du riz, du sucre, des carreaux, des huiles végétales, de la farine de blé, des viandes et abats comestibles, des boyaux, des tissus et des pâtes alimentaires. Les recettes relatives à ces quinze produits susmentionnés ont connu une régression de plus de 11 000 millions de FCFA. A ces raisons s'ajoutent les effets négatifs persistants liés :</p> <ul style="list-style-type: none">- au désarmement tarifaire par le Nigéria en l'occurrence sur le riz parboiled ;- à l'interdiction par les autorités nigérianes de l'entrée sur leur territoire, par voies terrestres de certains produits. Mais ces mêmes produits sont autorisés par la voie maritime ;

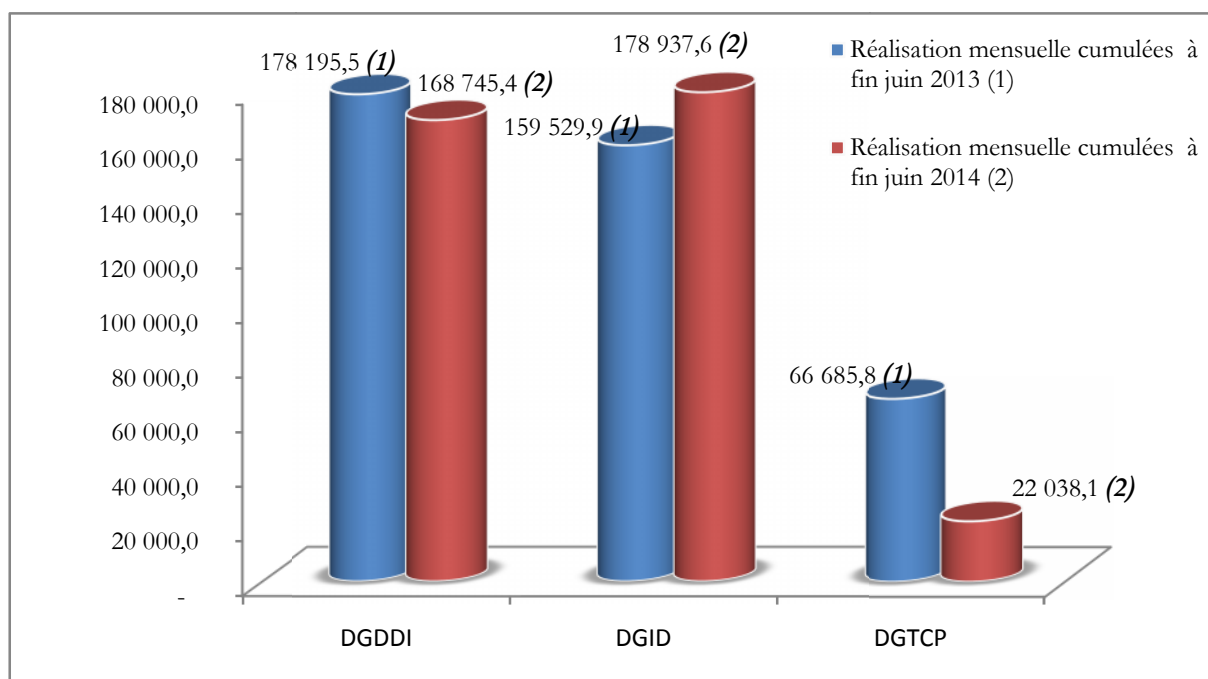
							<ul style="list-style-type: none"> - au long séjour de certains navires en rade surtout des riziers ; - à la non validation à temps réel du Bordereau de Frais Unique (BFU) par les autres acteurs portuaires : ce qui entraîne un ralentissement du rythme d'encaissement des recettes douanières ; - à la faible cadence de déchargement des vraquiers (2 000 tonnes/jour pendant que le Port de Lomé est à une cadence de 5 000 tonnes/jour).
DGID	329 000	345 790	159 529,9	178 937,6	48,5	51,7	Ce niveau de mobilisation est la conséquence directe des réformes structurelles en cours et le bon encadrement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.
DGTCP	50 100	56 700	66 685,8	22 038,1	133,1	38,9	En dehors des droits de licence 3G non budgétisés (50 000 millions de FCFA – 9 000 millions de FCFA = 41 000 millions de FCFA), on note un recul de 3 647,7 millions de FCFA en termes de réalisation de la DGTCP à fin juin 2014 par rapport à fin juin 2013. Cette contre performance s'explique en partie par le non aboutissement à fin juin 2014 de la réforme concernant les Services Intermédiaires de Recettes.
TOTAL	735 100	810 473	404 411,2	369 721,1	55,0	45,6	

Les réalisations de recettes du budget de l'Etat à fin juin 2014, sont globalement ressorties à **461 325,8 millions de FCFA** contre 516 268,1 millions de FCFA à la même date en 2013, soit une baisse de 54 942,3 millions de FCFA correspondant à un taux de régression de 10,6%. Ces réalisations rapportées aux prévisions annuelles de 2014, dégagent un taux de réalisation de **40,9%** contre 49,4% en 2013.

1. Au 30 juin 2014, les recettes brutes enregistrées par les **administrations financières** s'établissent à 369 721 millions de FCFA contre 404 411,2 millions de FCFA un an plus tôt, en baisse de 34 690,2 millions de FCFA représentant 9,4 points de pourcentage. Il en ressort respectivement des taux de réalisation de

45,6% et 55%. La synthèse des réalisations par régie financière est retracée dans l'histogramme ci-après:

Figure 1: Evolution des réalisations de recettes brutes des Administrations Financières à fin juin 2013 et 2014



2. Les recettes collectées à fin juin 2014 par la DGTCP au profit du **Fonds National des Retraites du Bénin** (FNRB) s'établissent à 10 978,1 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 22 721 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de 48,3% contre 39,3% à la même date en 2013.

Cette performance a été possible grâce à l'accélération notée dans la conduite des travaux de la commission chargée de l'étude et de la liquidation des dossiers de validation de divers services accomplis par les agents affiliés au FNRB ainsi que des efforts de recouvrement consentis par le Trésor public.

3. Les recettes réalisées par le **Fonds Routier** ressortent au 30 juin 2014 à 1 373,1 millions de FCFA contre 1 267,6 millions de FCFA à fin juin 2013 sur un niveau identique de prévision annuelle de 3 679 millions de FCFA. Les taux de recouvrement correspondant sont respectivement de 37,3% et de 34,5%, soit une hausse de 8,1% en 2014 représentant un effort supplémentaire de recouvrement de

105,5 millions de FCFA. Ce montant de 1 373,1 millions de FCFA intègre les recettes HAO constituées notamment des pénalités de surcharge s'élevant à 18,1 millions de FCFA.

4. Sur une prévision annuelle identique de 4 000 millions de FCFA, les recettes au premier semestre 2013 et 2014 de la **Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)** se chiffrent respectivement à 1 407 millions de FCFA et **1 116,5 millions de FCFA**. Constituées essentiellement des prêts rétrocédés (1 100 millions de FCFA) et des produits de bonification (15,9 millions de FCFA), la régression de 290,5 millions de FCFA notée en 2014 par rapport à fin juin 2013, résulte des difficultés de trésorerie des structures débitrices pour honorer leurs engagements.
5. Au 30 juin 2014, les **ressources extérieures** ont été mobilisées à hauteur de **73 528,8 millions de FCFA** contre 96 144,2 millions de FCFA à la même date en 2013. Cette régression en 2014 se justifie essentiellement par la non prise en compte en 2014, des ressources "IADM" qui ne sont que des éléments d'effacement de la dette et non de budgétisation.
6. A fin juin 2014, les remboursements enregistrés au niveau des **Comptes Spéciaux du Trésor** se chiffrent à **4 608,5 millions de FCFA** correspondant à un taux de 13,9% contre 12,1% à la même période en 2013 pour un montant de 3 528,1 millions de FCFA. Il en ressort une hausse de ressources de 1 080,4 millions de FCFA en valeur absolue.

B- Exécution des dépenses au 30 juin 2014

Globalement, les **dépenses du budget de l'Etat** à fin juin 2014 ont été engagées à hauteur de **625 458,2 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 1 127 502 millions de FCFA, soit un taux d'engagement de 55,5%.

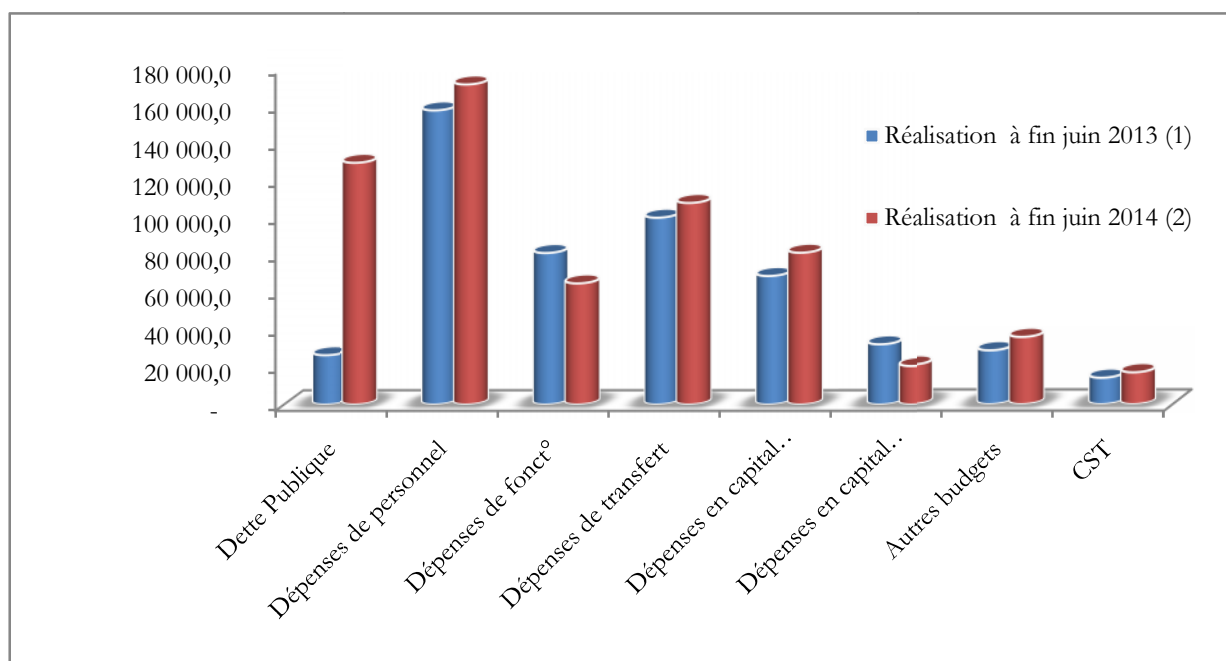
En 2013, les engagements ont été effectués à la même date à hauteur de 48,5% correspondant à un montant de 506 674,9 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 1 044 494 millions de FCFA. En termes de consommation de crédits, base engagement, il se dégage en 2014, une augmentation de 118 783,2 millions de FCFA correspondant à un taux d'accroissement de 3,5%. Les paiements effectués à cette date se

chiffrent à **416 741,1 millions de FCFA** correspondant à un taux de 28%. Par nature de dépenses, le tableau et l'histogramme ci-dessous montrent l'évolution comparée des engagements au premier semestre de 2014 et 2013.

(en millions de FCFA)

Nature des Dépenses	2013			2014			Ecart d'exécution 2014-2013
	Prévision annuelle	Exécution à fin juin 2013 (1)	Taux (en%)	Prévision annuelle	Exécution à fin juin 2014 (2)	Taux (en%)	
<i>Dettes Publiques (CAA+DGTC)</i>	110 447	26 418,6	23,9	114 655	129 090,4	112,6	102 671,8
<i>Dépenses de personnel</i>	304 113	157 097,8	51,7	320 895	170 956,0	53,3	13 858,3
<i>Dépenses de fonctionnement</i>	107 893	80 922,3	75,0	112 364	64 688,1	57,6	- 16 234,2
<i>Dépenses de transfert</i>	158 994	99 776,7	62,8	164 341	107 648,9	65,5	7 872,2
<i>Dépenses en capital financées sur ressources intérieures</i>	143 000	68 641,3	48,0	161 600	81 073,0	50,2	12 431,7
<i>Dépenses en capital financées sur ressources extérieures</i>	129 900	32 146,5	24,7	136 200	20 539,3	15,1	- 11 607,2
<i>Autres budgets</i>	55 500	27 973,5	50,4	59 800	34 927,1	58,4	6 953,6
<i>Comptes Spéciaux du Trésor</i>	34 647	13 698,2	39,5	57 647	16 535,4	28,7	2 837,2
TOTAL	1 044 494	506 674,9	48,5	1 127 502	625 458,2	55,5	118 783,2

Figure 2 : Evolution comparée de l'exécution par nature des dépenses à fin juin 2013 et 2014



1. Le **service de la dette** assuré au 30 juin 2014, s'établit à 128 090,4 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 114 655 millions de FCFA. Le montant admis en paiement s'élève à 129 090,3 millions de FCFA correspondant à un taux de 112,6% contre 22,2% un an plus tôt pour un montant de 24 548,1 millions de FCFA. La situation au 30 juin intègre le remboursement des bons du trésor qui n'étaient pas pris en compte par l'ordonnance n° 2014-01 du 02 janvier 2014 portant loi de finances pour la gestion 2014 parce que considérés comme étant des éléments de gestion courante de la trésorerie de l'Etat.

2. Au 30 juin 2014, les engagements des **dépenses de personnel** s'établissent à 144 425,1 millions de FCFA contre 124 279,7 millions de FCFA à la même date en 2013, correspondant à des taux respectifs de 54,7% et 49,1%. Cette timide hausse au-dessus de la moyenne reflète l'effet conjugué de l'indexation additionnelle de 10% de l'indice de traitement des fonctionnaires, des glissements catégoriels et des rattrapages sur défalcatons antérieures mises en paiement suite aux revendications des fonctionnaires.

3. Les engagements au 30 juin 2014 des **dépenses de fonctionnement** sont ressortis en valeur à **64 688,1 millions de FCFA** correspondant à un taux de 57,6% contre 80 922,3 millions à la même date en 2013 équivalent à 75%. Il en résulte une baisse des engagements de 16 234,2 millions de FCFA. Cette baisse s'inscrit dans la dynamique d'un retour à la normale et est globalement justifiée par la volonté du Gouvernement d'assurer à tout moment, la soutenabilité budgétaire à travers un suivi rapproché de l'exécution des dépenses qu'elles soient obligatoires ou discrétionnaires.

4. Au 30 juin 2014, les **dépenses de transfert** sont engagées à hauteur de **107 648,9 millions de FCFA** sur un budget annuel de 164 341 millions de FCFA, soit un taux de 65,5%. A la même date en 2013, le niveau d'engagement se situait à 99 776,7 millions de FCFA sur un objectif annuel de 158 994 millions de FCFA, soit un taux d'exécution base engagement de 62,8%. Contrairement aux dépenses de fonctionnement, les niveaux élevés au premier semestre d'une année à l'autre n'ont rien d'anormal et se justifient par le fait que ces ressources : (i) garantissent le bon fonctionnement des établissements publics sous tutelle qui conduisent une

politique/action publique de l'Etat; (ii) servent de levier au Gouvernement pour intervenir de façon conséquente en faveur des couches les plus démunies, notamment à travers les mesures de gratuité dont certaines ont un caractère saisonnier.

5. La situation d'exécution (base engagement) des **dépenses en capital** au 30 juin 2014, se présente ainsi qu'il suit:

(en millions de CFA)

Désignation	Prévisions annuelles			Réalisations au 30 juin			Taux (%)	
	2013	2014	Ecart 2014-2013	2013	2014	Ecart 2014-2013	2013	2014
<i>PIP Intérieur</i>	143 000	161 600	18 600	68 641,3	81 073	12 431,7	48,0	50,2
<i>PIP Extérieur</i>	129 900	136 200	6 300	32 146,5	20 539,3	-11 607,2	24,7	15,1
-Dons	62 300	81 910	19 610	15 480,5	11 770,5	-3 710,0	24,8	14,4
-Prêts	67 600	54 290	-13 310	16 666,0	8 768,8	-7 897,2	24,7	16,2
TOTAL	272 900	297 800	24 900	100 787,8	101 612,3	824,5	36,9	34,1

Ce résultat est obtenu dans un environnement corrélé par certaines difficultés d'ordre administratif liées à :

- la lenteur dans le traitement et le paiement des décomptes ;
- la faible capacité technique de certaines Unités de Gestion des Projets et de certaines Directions de la Programmation et de la Prospective en matière de suivi-exécution ;
- la non maîtrise des procédures d'exécution des dépenses publiques et de passation des marchés par certains gestionnaires de crédits ;
- la validation tardive par certains ministères de leur Plan de Travail Annuel.

IV- PREVISIONS DES FINANCES PUBLIQUES ET PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETAT POUR LA GESTION 2015

Conformément à l'article 8 de la loi organique n° 2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances, les ressources et les charges de l'Etat sont constituées des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que des ressources et des charges de trésorerie.

Pour la gestion 2015, les ressources et les charges de l'Etat sont évaluées à **1 506 638 millions de FCFA** contre **1 127 502 millions de FCFA** en 2014, en hausse de 379 181 millions de FCFA, en progression de **33,63%**.

IV-1- Le budget de l'Etat

Aux termes de l'article 33 de la même loi organique, le budget de l'Etat comprend le budget général, les budgets annexes et les comptes spéciaux du Trésor.

Les crédits ouverts au budget de l'Etat pour la gestion 2015 sont fixés en ressources et en charges au montant de **1 213 021 millions de FCFA** contre **1 031 837 millions de FCFA** en 2014 après retraitement, en hausse de **181 184 millions de FCFA** correspondant à un taux d'accroissement de 17,56%.

A- Le budget général

Le budget général retrace toutes les recettes budgétaires (recettes des régies financières, dons budgétaires, allègement de la dette, fonds de concours et recettes assimilées) et toutes les dépenses des ministères et des institutions de l'Etat à l'exception des recettes affectées par la loi aux budgets annexes et aux comptes spéciaux.

1. Les **recettes des régies financières** affectées au budget général et comprenant les recettes d'exonérations fiscales se chiffrent à 819 677 millions de FCFA. Comparées aux objectifs annuels de 2014 évalués à 777 425 millions de FCFA, il se dégage une augmentation de 42 252 millions de FCFA correspondant à un taux d'accroissement de 5,43%. Cette tendance haussière est sous-tendue par l'hypothèse d'une amélioration du potentiel de production de l'économie et l'accélération des réformes structurelles au niveau des administrations financières. Les prévisions de recettes des régies financières pour la gestion 2015 se présentent ainsi qu'il suit:

(En millions de FCFA)

<i>Administrations financières</i>	<i>Prévisions nettes 2014 + MP3</i>	<i>Prévision 2015</i>				
		<i>Recettes brutes 2015 (A)</i>	<i>Recettes affectées (B)</i>	<i>Recettes nettes 2015 + MP3</i> <i>C=(A)-(B)</i>	<i>MP3 (D)</i>	<i>Recettes nettes 2015 (hors MP3) (E)=(C)-(D)</i>
<i>DGDDI</i>	<i>378 935</i>	<i>420 054</i>	<i>30 477</i>	<i>389 577</i>	<i>12 648</i>	<i>376 929</i>
<i>DGID</i>	<i>345 790</i>	<i>379 200</i>	<i>1 394</i>	<i>377 806</i>	<i>13 000</i>	<i>364 806</i>
<i>DGTCP</i>	<i>52 700</i>	<i>59 800</i>	<i>7 506</i>	<i>52 294</i>		<i>52 294</i>
<i>TOTAL</i>	<i>777 425</i>	<i>859 054</i>	<i>39 377</i>	<i>819 677</i>	<i>25 648</i>	<i>794 029</i>

NB : Recettes fiscales (y compris MP3): 795 900 millions de FCFA

Recettes non fiscales : 63 154 millions de FCFA

2. Sur la base du nouveau format de présentation des recettes, les **autres recettes du budget général** à savoir : les dons budgétaires, les allègements de la dette et les fonds de concours et recettes assimilées ressortiraient globalement en 2015 à 120 928 millions de FCFA contre 98 622 millions de FCFA en 2014, en hausse de 22 306 millions de FCFA. Cette hausse se justifie essentiellement par l'augmentation des dons-projets qui sont passés de 81 910 millions de FCFA en 2014 à 104 175 millions de FCFA en 2015.

La situation détaillée de ces recettes se présente ainsi qu'il suit :

(En millions de FCFA)

Désignation	2014	2015	Ecart 2015-2014	Taux (%)
<i>Dons budgétaires</i>	<i>9 600</i>	<i>9 000</i>	<i>- 600</i>	<i>-6,25</i>
<i>Allègements de la dette</i>	<i>7 112</i>	<i>7 753</i>	<i>+ 641</i>	<i>9,01</i>
<i>Fonds de concours et recettes assimilées</i>	<i>81 910</i>	<i>104 175</i>	<i>+ 22 265</i>	<i>27,18</i>
<i>TOTAL</i>	<i>98 622</i>	<i>120 928</i>	<i>+ 22 306</i>	<i>22,61</i>

2. Les **dépenses des ministères et des institutions de l'Etat** décomposées en dépenses ordinaires et en dépenses en capital sont fixées à 1 104 407 millions de

FCFA en 2015 contre une prévision de 918 970 millions de FCFA en 2014, soit une hausse de 185 437 millions de FCFA. Les perspectives haussières des dépenses en 2015 sont essentiellement imputables (i) au renforcement des transferts de ressources aux communes au moyen du mécanisme FADeC, (ii) à l'accroissement des ressources liées à la prise en charge des mesures sociales, notamment celles relatives aux gratuités consécutivement avec l'augmentation du nombre des populations bénéficiaires, (iii) à l'accroissement de la masse salariale, (iv) à la hausse des investissements dans les secteurs productifs, de l'éducation et dans le monde rural et (vi) à l'accroissement des dépenses fiscales.

a - D E P E N S E S R E P A R T I E S**(En Milliers de Francs)**

SEC- TIONS	INSTITUTIONS DE L'ETAT ET MINIST E R E S	DEPENSES DE PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
20	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE (Services propres)	646 514	4 843 175	45 029	778 717	1 485 364	0	7 798 798
20	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE (Services rattachés)	1 178 862	1 469 870	4 477 392	667 859	0	0	7 793 983
10	ASSEMBLEE NATIONALE	6 788 519	4 475 308	195 000	1 395 500	0	0	12 854 327
11	COUR CONSTITUTIONNELLE	866 815	416 053	3 600	52 929	0	0	1 339 397
12	COUR SUPREME	1 734 810	636 287	410 100	50 248	0	0	2 831 445
13	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	1 219 518	503 480	30 000	68 723	0	0	1 821 721
14	HAUTE AUTORITE DE L'AUDIO- VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	761 577	547 209	50 000	261 761	0	0	1 620 547
15	HAUTE COUR DE JUSTICE	358 431	321 999	61 368	98 254	0	0	840 052
22	M . D . N .	44 661 339	5 815 527	393 325	1 172 848	1 717 451	0	53 760 490
25	M . E . F . P . D .	6 337 797	2 443 189	4 116 693	1 329 907	14 777 838	2 811 000	31 816 424
26	M . J . L . D . H .	3 955 716	2 619 919	1 975 339	162 390	3 143 947	1 152 000	13 009 311
28	M . C . R . I .	246 168	812 215	481 330	150 798	490 552	0	2 181 063
31	M . T . F . P . R . A . I .	1 552 155	892 085	2 790 382	515 541	928 352	0	6 678 515
32	M . C . T . I . C .	683 701	570 524	5 492 783	181 721	7 626 817	10 260 000	24 815 546

33	M . I . C . P . M . E .	932 133	670 198	2 125 107	267 151	3 117 114	3 875 600	10 987 303
36	M . S .	21 910 105	7 933 970	21 120 094	1 028 439	10 764 243	24 235 000	86 991 851
37	M . E . R . P . M . E . D . E . R .	1 144 499	724 570	443 942	206 273	12 321 812	33 500 000	48 341 096
38	M . C . A . A . T .	768 017	727 765	4 570 446	210 653	4 074 345	0	10 351 226
39	M . A . E . P .	5 258 364	1 140 336	20 008 922	289 571	10 244 365	35 965 000	72 906 558
40	M . J . S . L .	869 346	648 742	5 737 949	258 242	2 473 674	0	9 987 953
41	M . F . A . S . S . N . H . P . T . A .	1 132 505	628 582	1 904 713	231 382	1 889 588	330 000	6 116 770
44	M . E . S . R . S .	19 564 248	1 837 952	20 969 704	504 998	7 412 664	3 000 000	53 289 566
49	M . M . E . E . J . F .	317 745	628 821	10 021 283	283 755	974 770	1 073 000	13 299 374
51	M . T . P . T .	1 310 643	935 863	3 032 334	188 428	27 640 895	57 551 684	90 659 847
55	M . E . G . C . C . R . P . R . N . F .	1 948 676	614 464	1 123 100	320 702	3 713 408	6 514 316	14 234 666
59	M . U . H . A .	555 782	553 690	1 627 872	181 618	13 965 035	26 154 000	43 037 997
60	M . I . S . P . C .	11 396 490	2 370 261	1 265 100	2 064 041	6 080 706	0	23 176 598
61	M . D . G . L . A . A . T .	1 823 995	1 782 933	4 832 460	493 518	13 961 105	22 113 400	45 007 411
62	M . E . M . P .	67 035 331	7 726 654	14 852 190	1 704 278	10 591 569	2 454 000	104 364 022
63	M . E . S . F . T . P . R . I . J .	38 202 554	3 730 834	10 234 294	942 683	5 381 373	0	58 491 738
64	M . A . E . I . A . F . B . E .	18 923 501	7 722 216	515 967	1 368 000	3 249 232	0	31 778 916
65	M . D . A . E . P .	806 708	623 899	1 391 263	260 517	2 535 592	2 311 000	7 928 979
70	M . E . M . I . P .	213 621	430 455	147 667	152 616	928 352	0	1 872 711

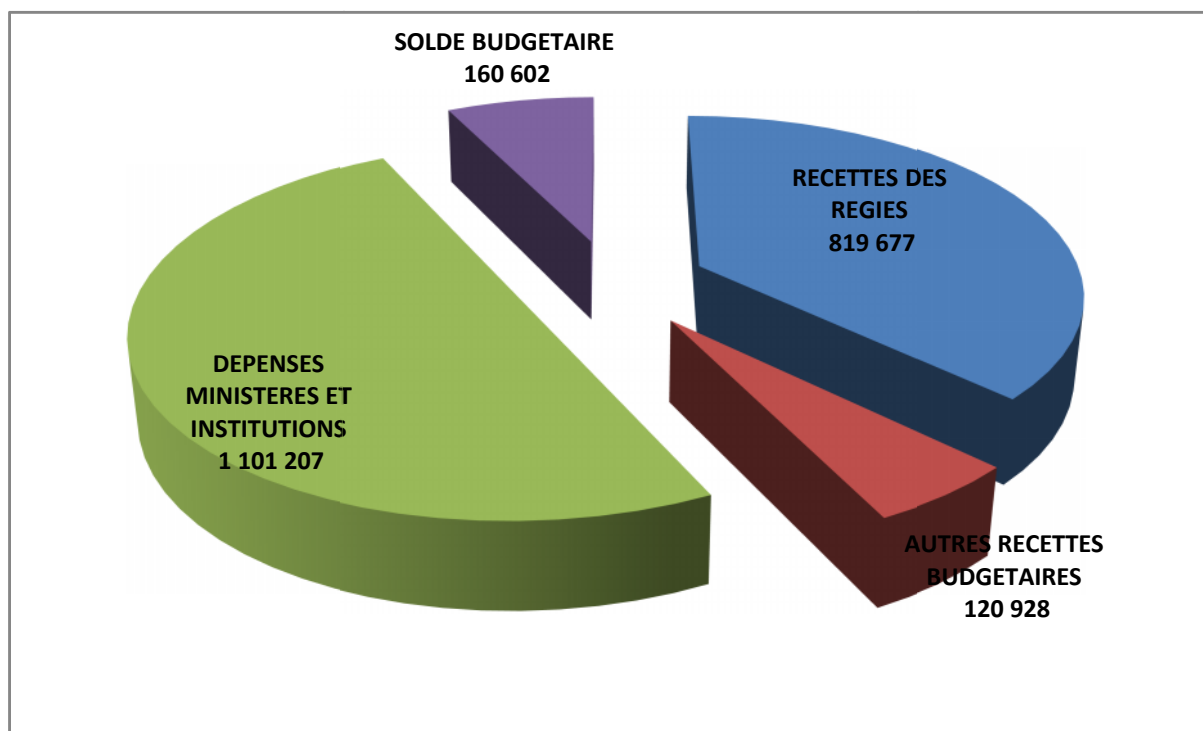
74	M . E . P . P . P . B . G . - D . S .	226 010	762 867	874 894	231 111	728 352	0	2 823 234
75	M . O . D . D .	66 012	470 080	400 000	250 000	100 000	0	1 286 092
<u>TOTAL</u>		265 398 206	69 031 990	147 721 642	18 325 171	172 318 516	233 300 000	906 095 529

b - DEPENSES NON REPARTIES ET CHARGES FINANCIERES

(En Milliers de Francs)

SEC- TIONS	DESIGNATION	DEPENSES DE PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
25	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	-	-	-		-		44 878 000
25	DEPENSES COMMUNES	46 195 794	8 363 567	300 000		-		54 859 361
25	DEPENSES DIVERSES	200 000	20 268 876	1 290 000		-		21 758 876
25	DEP. D'INTERVENTIONS PUBLIQUES			28 267 235	2 300 000	-		30 567 235
25	DEP. SUR EXERCICES ANTERIEURS	15 000 000	2 000 000	400 000		-		17 400 000
25	DEPENSES FISCALES			25 648 000		-		25 648 000
<u>TOTAL</u>		61 395 794	30 632 443	55 905 235	2 300 000	0	0	195 111 472

4. Le solde du budget général qui en ressort est déficitaire de 160 602 millions de FCFA.



B- Le budget annexe du FNRB et les autres budgets

- La situation financière du **Fonds National des Retraites du Bénin** (FNRB) sur la période 2011-2013, montre un résultat moyen annuel déficitaire de plus de 20 000 millions de FCFA, conséquence d'un niveau de charges en permanence plus important à celui des produits. En attendant l'adoption et la mise en œuvre de la réforme des retraites qui vise un retour progressif à l'équilibre du compte du FNRB, les perspectives des charges du FNRB pour la gestion 2015 reste en hausse. La situation prévisionnelle du FNRB en 2015 se présente ainsi qu'il suit:

(En millions de FCFA)

Désignation	2014	2015	Ecart 2015-2014
Recettes	22 723	23 435	712
Dépenses	48 700	52 200	3 500

- Les recettes et les dépenses du **Fonds Routier (FR)** pour la gestion 2015, sont respectivement fixées aux montants de 3 679 millions de FCFA et 9 000 millions de FCFA, identiques à leur niveau de 2014.

3. Les recettes et les dépenses de la **Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)** pour la gestion 2015, sont respectivement fixées aux montants de 4 000 millions de FCFA, identiques aux objectifs de 2014 et 2 200 millions de FCFA, en progression de 100 millions de FCFA par rapport à 2014. Cette augmentation se justifie par la prise en compte de l'incidence additionnelle de l'indexation de l'indice de traitement et des glissements catégoriels.

C- Les comptes d'affectation spéciale

Les **Comptes d'affectation spéciale** retracent les opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, en relation directe avec les dépenses concernées. La situation financière des comptes d'affectation spéciale dégage un solde excédentaire de 12 910 millions de FCFA.

(En millions de FCFA)

Désignation	Recettes		Dépenses		Soldes	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015
Compte "SYDONIA"	2 567	2 567	2 567	2 567	0	0
Compte "Opération Maintien de la Paix"	16 000	16 000	16 000	16 000	0	0
Compte "Education"	15 500	0	15 500	0	0	0
Compte "Partenariat Mondial pour l'Education"	0	5 947	0	5 947	0	0
Compte "Opération Escortes Douanières "	26 481	27 910	15 000	15 000	11 481	12 910
Compte "Opération RAMU "	4 000	5 700	4 000	5 700	0	0
Compte "Etudes de Faisabilité"	0	3 200	0	3 200	0	0
TOTAL	64 548	61 324	53 067	48 414	11 481	12 910

IV-2- L'équilibre des ressources et des charges

A- L'équilibre budgétaire et financier pour 2015

1. Le budget de l'Etat pour la gestion 2015 dégage, par rapport aux recettes budgétaires, un solde budgétaire global négatif de 179 978 millions de FCFA déterminé ainsi qu'il suit:

(En millions de FCFA)

Désignation	Recettes		Dépenses		Soldes	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015
<i>Solde du budget général</i>	876 047	940 605	918 970	1 101 207	- 42 923	- 160 602
<i>Solde du budget annexe et des autres budgets</i>	30 400	31 114	59 800	63 400	- 29 400	- 32 286
<i>Solde des Comptes d'affectation spéciale</i>	64 548	61 324	53 067	48 414	+11 481	12 910
Solde budgétaire global	970 995	1 033 043	1 031 837	1 213 021	-60 842	- 179 978

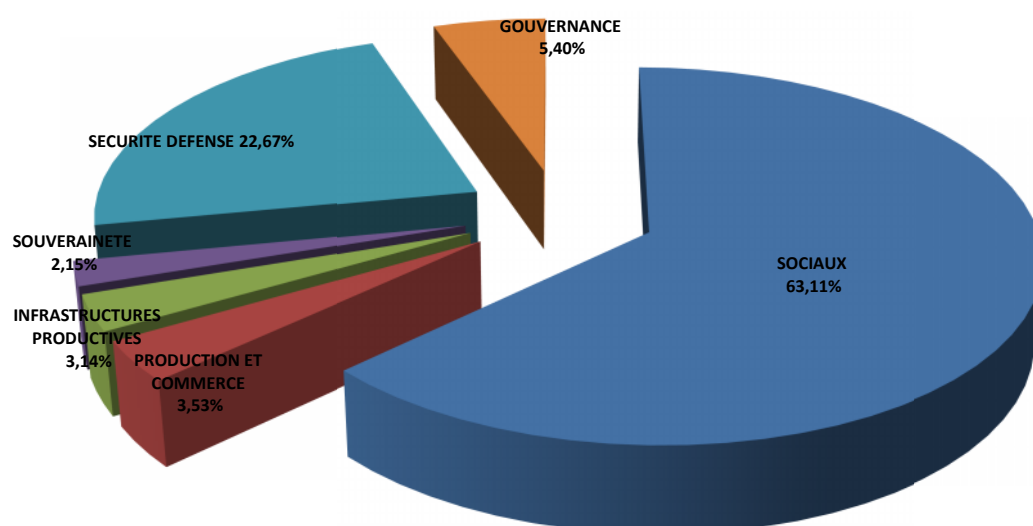
3. Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées ainsi qu'il suit:

(En millions de FCFA)		Ressources		Charges	
		2014	2015	2014	2015
BESOIN DE FINANCEMENT (a) + (b)				156 507	473 595
a- Charges de trésorerie				95 665	293 617
- Prêts et avances				4 580	4 580
- Amortissement Emprunts obligataires				47 993	52 404
- Amortissement tirages sur FMI				0	4 400
- Amortissement autres emprunts				43 092	41 498
- Autres charges de trésorerie				0	190 735
b- Solde budgétaire global				60 842	179 978
RESSOURCES DE FINANCEMENT (a) + (b) + (c) + (d) + (e)		156 507	473 595		
a- Produit des cessions d'actifs		0	100 000		
b- Emission de dettes à moyen et long termes		63 790	139 125		
c- Remboursement de prêts et d'avances du Trésor		1 560	4 580		
d- Variation sur compte des correspondants du Trésor		0	30 000		
e- Tirages sur FMI		14 000	14 000		
f- Autres ressources de trésorerie		77 157	185 890		

B- Le plafond d'autorisation des emplois

- Pour la gestion 2015, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés dans les ministères et institutions constitutionnelles par l'Etat exprimé en Equivalent Temps Plein (ETP), est fixé à **100 330**.
- La répartition sectorielle des plafonds d'emplois autorisés pour 2015 est retracée dans le tableau ci-dessous :

	2015	Poids (%)
<i>Secteurs "Sociaux"</i>	63 317	63,11
<i>Secteur "Production et commerce"</i>	3 543	3,53
<i>Secteur "Infrastructures productives"</i>	3 154	3,14
<i>Secteur "Gouvernance"</i>	2 156	5,40
<i>Secteur "Sécurité et défense"</i>	22 745	22,67
<i>Secteur "Souveraineté"</i>	5 415	2,15
Total	100 330	100



CONCLUSION

Le projet de budget de l'Etat pour la gestion 2015 traduit la volonté du Gouvernement de poursuivre les réformes structurelles entamées depuis l'année 2010 avec l'assistance du Fonds Monétaire International.

Les hypothèses économiques pour 2015 justifient les choix budgétaires du Gouvernement qui place la gestion 2015 sous le signe de la consolidation du potentiel productif.

En raison des différentes mesures à mettre en œuvre en 2015, et des engagements des partenaires lors de la Table ronde de Paris, il est prévu un taux de croissance économique de 6,0% dans un contexte non inflationniste, conformément aux recommandations de l'UEMOA. Pour 2016 et 2017, la croissance devrait rester vigoureuse.

Les prévisions des finances publiques sur le triennal 2015-2017 envisagent, une trajectoire prudente pour les dépenses de façon à tendre vers le respect des critères de convergence. En ce qui concerne les recettes budgétaires, l'objectif est d'améliorer progressivement le taux de pression fiscale pour atteindre 17% tel que prévu par le Pacte Communautaire. Par ailleurs, l'Etat est résolu à accroître les transferts au profit des communes afin d'accélérer le développement local. S'agissant des établissements à caractère administratif, l'Etat confirme son engagement à orienter ses transferts prioritairement vers les secteurs sociaux et productifs.